

A large, semi-transparent portrait of Alfred Golliard, a man with glasses and a mustache, wearing a suit and tie, is positioned at the top of the page. The background of the entire page is a solid dark red color.

Alfred Golliard (1881-1944)

Un préfet révoqué pour ses idées

Alfred Golliard, 59 ans, natif de Bourg-en-Bresse, est préfet du Jura depuis 1934. Il relaye avec loyauté la politique des cabinets ministériels du Front populaire, engageant son département dans l'accueil des réfugiés espagnols. Lors de l'occupation de Lons-le-Saunier, en juin 1940, il demeure à son poste mais ne fait pas mystère de sa désapprobation des orientations du régime de Vichy mis en place à la suite de l'armistice.

Dès septembre 1940, il est mis à la retraite d'office et quitte le département du Jura pour s'établir avec son épouse à Cluny (Saône-et-Loire), dans la maison familiale. Il se lie bientôt avec les milieux de la Résistance et rejoint, en 1942, un réseau rattaché au S.O.E. (Special Operations Executive). Parallèlement à ses activités au sein de cette unité qu'il garde jalousement secrètes, il contribue localement au camouflage de nombreux réfractaires au Service du travail obligatoire (S.T.O.).

Les 14 et 15 février 1944, une vaste opération contre les résistants de Cluny est conduite par la police allemande qui a été renseignée par des mouchards. 66 personnes dont Alfred Golliard sont conduites au siège de la Gestapo de Lyon. Après avoir subi des interrogatoires, elles sont internées à la prison de Montluc.

Au bout d'une dizaine de jours, les hommes sont transférés au camp de Compiègne et les femmes à celui de Romainville. Alfred Golliard est bientôt déporté à Mauthausen.

Agé de plus de 62 ans, dans un état d'épuisement avancé, il ne peut suivre le régime de travail forcé dans la carrière du camp, imposé aux prisonniers. Il est sélectionné pour rejoindre le château d'Hartheim, devenu un des centres de mise à mort des handicapés mentaux décidée par le régime nazi, avant d'être utilisé pour l'élimination par les gaz de plusieurs milliers de résistants des camps de concentration de Dachau et Mauthausen, amenés en ce lieu sous couvert d'un « congé sanitaire ».

Sa mort est officiellement enregistrée sur le registre des décès du camp de Mauthausen, le 16 août 1944. Sur les 66 patriotes arrêtés à Cluny et déportés, 38 hommes et 2 femmes ne sont pas revenus.